



Des lycéens disent au ministre de l'Education leurs idées pour le futur service national

Noisy-le-Grand, 10 oct. 2018 (AFP) -

"Stage de survie en forêt", "art oratoire": des lycéens de Seine-Saint-Denis ont dit mercredi au ministre de l'Education ce qu'ils attendaient du futur service national universel (SNU), mesure phare de la campagne d'Emmanuel Macron qui doit être expérimentée l'année prochaine.

Le ministre Jean-Michel Blanquer s'est rendu au lycée Flora Tristan de Noisy-le-Grand, où avait lieu l'une des "concertations territoriales" organisées auprès de la jeunesse pour affiner le contenu de ce service national.

Un groupe de travail planche toujours sur ce dispositif, qui sera expérimenté à la Toussaint 2019 et doit concerner à l'horizon 2026 toute une classe d'âge, soit 700 à 800.000 jeunes par an. Il comprendra un mois obligatoire aux alentours de 16 ans, suivi d'un engagement sur la base du volontariat.

"Pour moi, le SNU doit nous permettre de sortir de notre milieu, de changer de ville, d'espace", a dit Jason, assis aux côtés du ministre dans l'amphithéâtre du lycée. Le jeune homme a évoqué l'idée d'un stage de "survie en forêt", où il s'agirait aussi d'"apprendre à se passer des smartphones".

"Le SNU doit être l'occasion de voir d'autres endroits que là où on est né. Des lieux, des personnes que l'on n'aurait pas connu autrement", a répondu le ministre. "Souvent ça va vous amener à être dans des départements ruraux", a-t-il ajouté.

Paloma, 16 ans, élève en terminale, aimerait, elle, des cours d'"art oratoire", avec des "ateliers théâtraux" pour "apprendre à débattre, à se faire entendre".

Plusieurs lycéens ont expliqué l'importance de prévoir un dispositif personnalisé "qui s'adapte à nos aspirations", avec des activités plutôt "pratiques que théoriques".

En fin de rencontre, un jeune a posé la question qui fâche: "combien coûtera le SNU ?", a-t-il demandé au ministre. Ce dernier a évoqué un coût estimé selon les premiers calculs à "1,7 milliard d'euros" par an. Un montant qui n'est pas encore fixé, a indiqué à l'AFP une source ministérielle: "la mission de travail va préciser ce coût".

tll/epe/cbn

Afp le 10 oct. 18 à 21 25.